

L'HISTOIRE DU TRADE-UNIONISME

Le livre que M. et M^{me} Sidney Webb ont publié sous ce titre et dont la seconde édition sort de presse est un des plus remarquables qui aient paru depuis longtemps, et c'est à coup sûr le plus remarquable de ceux qui ont été écrits sur les trade-unions depuis les *Arbeitergilden* de M. L. Brentano.

A vrai dire, on n'avait plus étudié depuis sur les sources les grandes associations professionnelles anglaises. Les deux livres de G. Howell : *Conflicts of capital and labor* et *Trade-unionism new and old* ne faisaient que paraphraser, dans leur partie historique, les premiers chapitres de L. Brentano, tandis que pour la partie contemporaine, ils n'offraient guère qu'un panégyrique des principales trade-unions de l'ancien modèle, dépouillé de tout exposé morphologique.

En langue française, nous n'avions guère que le livre du comte de Paris, — une simple compilation des *blue-books* de l'enquête de 1867 — qui datait déjà de 25 ans.

L'histoire écrite par M. et M^{me} Webb offre un intérêt considérable à plus d'un point de vue. Non seulement elle comble une lacune, mais c'est vraiment une histoire : elle montre ce qu'étaient et ce que sont devenues les unions anglaises, les courants d'idées qui se sont formés et développés dans le monde ouvrier, l'influence des groupes et des leaders aux diverses époques, les phases de prospérité et de décadence des unions dans les diverses industries, dans le nord de l'Angleterre aussi bien que dans la Métropole. Elle se termine par un tableau splendide du monde unioniste d'aujourd'hui, tableau vivant et vécu qui se complète par des données statistiques instructives.

Ensuite, elle ne veut être qu'une histoire, et rien n'est plus intéressant que de suivre les efforts des auteurs pour éviter tout reproche de partialité. On les sait socialistes, on sait quelle part ils ont prise au mouvement des idées dans les dernières années et rien

¹ *The history of trade-unionism* : by Sidney and Beatrice Webb. London Longmans, 1894, 1 vol. 8°, XVI-558 pp. Une traduction allemande a paru chez Dietz, à Stuttgart, en 1895. Une traduction française est annoncée chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot, Paris.

ne paraît passionné dans ce livre; les idées et les arguments adverses y sont exposés avec cette candeur scientifique qui fait que les lecteurs de toutes les opinions y trouvent de l'intérêt et du plaisir.

Sans doute, une histoire n'est jamais impersonnelle : on peut retrouver dans le récit de M^{me} Béatrice et M. Sidney Webb des *reflets* de leurs opinions. Mais qui les en blâmera? L'Ecole des érudits qui a succédé à celle des romantiques a pu seule un instant se donner cette illusion qu'on devait « laisser parler les faits ». Pure chimère, par la raison que toute histoire est une œuvre d'art, où il faut bien choisir les faits, les éclairer inégalement, les grouper et les analyser d'après des idées subjectives. Y a-t-il moins de passion dans Taine que dans Louis Blanc? Tout ce qu'on doit exiger de l'historien, c'est qu'il ne cache rien de ses sources, afin de permettre le contrôle de toutes ses affirmations.

Sous ce rapport, on n'adressera aucun reproche à B. et S. Webb qui offrent, à chaque page, les références désirées, et, à la fin du volume une bibliographie de quarante-quatre pages de petit texte, énumérant les documents originaux, brochures, journaux, livres et rapports qui ont servi de base à leurs études.

Il est vraisemblable que personne aujourd'hui n'est mieux renseigné que M. et M^{me} Webb sur les Trade-Unions dans le passé et dans le présent. Ce n'est pas chose aussi aisée qu'on pourrait le croire. Les documents relatifs aux mouvements ouvriers en général et aux associations ouvrières en particulier ne se conservent pas. Ils sont dédaignés par la plupart des bibliothèques publiques, puis « beaucoup des plus vieilles archives sont dans la possession d'ouvriers qui ignorent leur valeur historique. Dans les plus grandes sociétés, il n'est pas rare de ne trouver qu'une seule série complète de règlements, rapports, circulaires, etc. Un incendie, un déménagement dans un autre local, ou la mort d'un vieux secrétaire a souvent pour conséquence la disparition de tout ce qui n'est pas d'un usage journalier dans le bureau de l'association. Tous les chercheurs ardents et les collectionneurs comprendront notre extrême désappointement quand, arrivant au siège d'une ancienne trade-union, nous apprenions que les « vieux papiers » du bureau avaient été « nettoyés » six mois auparavant »¹. Des documents qu'en 1869

¹ Préface, p. 14.

M. L. Brentano a pu voir et analyser, sont à présent perdus pour toujours.

Avec une tenace patience, M. et M^{me} Webb ont donc réuni une collection unique de brochures, de journaux locaux, de rapports, etc., qui, avec les extraits et les copies qu'ils ont fait faire des documents mis à leur disposition, constituent un dépôt de sources incomparable pour l'histoire des mouvements ouvriers en Angleterre. Ils n'avaient, en effet, pas à craindre la défiance des ouvriers, défiance qui, du moins sur le Continent, interdit souvent au bourgeois, même bien intentionné, l'accès des archives des syndicats.

Enfin, ils ont eu la bonne fortune d'associer à leurs travaux, un ancien ouvrier qui a lui-même été secrétaire de sa trade union, et connaît *de visu* la vie de l'unioniste. Cet ouvrier, M. F. W. Galton, a décrit cette vie d'une manière pittoresque et saisissante dans un morceau qui forme le dernier chapitre du livre.

Nous nous trouvons donc en présence d'un monument élevé à l'aide de matériaux de première main, abondants et précieux. Mais ce n'est pas là le seul ni le principal mérite de l'ouvrage.

Ce livre, en effet, est autre chose qu'un trésor d'informations : c'est un véritable édifice, composé avec art, avec harmonie, avec une sereine grandeur. On sent que les auteurs non seulement connaissent leur sujet à fond, mais le dominent. J'imagine que d'une mine semblable, un novice ou simplement un érudit aurait tiré trois ou quatre volumes. Absorbé par l'intérêt du détail, il se serait égaré et aurait égaré le lecteur. Ici, au contraire, les proportions sont gardées et ne dépassent pas ce que l'œil peut embrasser.

M. Brentano, qui a fait de cet ouvrage une critique développée et savante¹, l'a rapproché du merveilleux petit livre de M^{me} Sidney Webb, alors M^{lle} Béatrice Potter, sur le mouvement coopératif en Angleterre, et a regretté que les auteurs n'aient pas rattaché constamment l'histoire des trade unions à l'histoire des idées politiques de l'Angleterre. A coup sûr, c'eût été extrêmement intéressant, surtout pour les étrangers. Quand on se rappelle notamment le splendide début du *Cooperative movement*, où miss Potter décrit l'état des esprits au commencement de ce siècle en Grande-Bretagne, on souhaiterait voir le même pinceau traiter de la sorte le

¹ Dans l'*Archiv für soziale Gesetzgebung und Statistik*, de M. Bruan, t. VIII, (1895), p. 75-139.

mouvement unioniste. Mais il ne faut pas oublier que ce livre n'a pas été écrit pour le Continent, et il est à croire que beaucoup de lecteurs anglais sont à même de faire les rapprochements que nous désirerions. Et d'ailleurs, était-ce possible sans surcharger encore le récit si touffu des vicissitudes de ces multiples associations ouvrières, couvrant le nord et l'ouest de l'Angleterre ainsi que Londres, tantôt fortes, puissantes et riches, tantôt sombrant, disparaissant après une grève, et reparaisant quelques années après, animées ici de l'esprit conservateur, là d'idées révolutionnaires, donnant en résumé le spectacle de tendances, de buts contradictoires et inextricables ?¹

Le livre s'ouvre naturellement sur la grosse question des origines du trade-unionisme. Les auteurs définissent dès la première ligne la trade-union : « une association permanente de salariés ayant pour but de maintenir ou d'améliorer les conditions de leur emploi (*employment*) ». Ainsi comprise, cette association ne remonte pas au delà du commencement du xviii^e siècle, et il est facile aux auteurs de montrer que les corporations du moyen-âge étaient tout autre chose, et qu'elles n'ont engendré directement aucune trade-union proprement dite.

Ce sont là des points incontestés aujourd'hui. Quand Brentano écrivit ses *Arbeitergilden der Gegenwart*, au contraire, ennemis et amis des unions aimaient à les faire dériver du moyen-âge. Le savant professeur allemand, tout en les appelant les gildes ouvrières du temps présent, montrait l'inanité de la filiation directe.

Mais plus obscure est la question de savoir si, malgré le silence des sources, les trade-unions du xviii^e siècle et, par hérédité, celles du xix^e ne sont pas une transformation ou une déformation de fraternités ouvrières, d'associations de « compagnons » nées au sein des gildes ou à côté d'elles. Autre encore est la question de savoir si les unes et les autres ne jouent pas le même rôle, n'ont pas la même fonction *essentielle*, qui serait de protéger le travailleur.

M. et M^{me} Webb se prononcent résolument pour la négative dans les deux cas. Pour eux, il n'y a pas trace en Angleterre de

¹ On a fait en Angleterre au livre de M. et M^{me} Webb un autre reproche : ses « difficultés de style ». (V. l'*Economic Journal* de 1895, p. 489). Un étranger ne peut guère juger d'un point aussi délicat ; mais je dois dire que si le style est *difficile* pour les Anglais, il m'a paru simplement original, et n'offre pas à la lecture d'obstacle sérieux. Peut-être en serait-il autrement de la traduction.

quelque institution semblable au compagnonnage du continent ; différentes des guildes par leur structure, les trade-unions le sont également par leur fonction sociale. « En fait, les pouvoirs et les obligations de la gilde médiévale ont été rompus et dispersés. La société de secours mutuels (*friendly society*) et la trade-union, le syndicat capitaliste et l'association patronale, l'inspecteur du travail et le membre du Bureau de bienfaisance (*poor law relieving officer*), le visiteur du Comité scolaire (*school board visitor*) et les employés municipaux qui surveillent les falsifications et contrôlent nos poids et mesures — toutes ces personnes et toutes ces institutions pourraient, à titre égal, être considérées comme les successeurs du corps de métier »¹.

Brentano, au contraire², a mis en œuvre les ressources d'une érudition consommée pour établir que, malgré l'absence de témoignages positifs, le compagnonnage, ou tout au moins une organisation protectrice des ouvriers salariés, a existé en Angleterre dès la fin du moyen-âge. Il s'est élevé contre le procédé facile de la définition qui, limitant à plaisir l'objet d'une recherche, le détache de l'ensemble dont il fait partie, en cache les tenants et les aboutissants. Il est bien clair que la trade-union, exclusivement ouvrière, n'est pas une corporation au sens médiéval, mais qu'importe, si, comme celle-ci, elle prend l'homme tout entier pour le défendre dans son gagne-pain, l'aider du secours de ses frères, élever le niveau de sa vie économique, intellectuelle et morale?

Je ne suis pas à même de dire lequel de ces deux points de vue est le plus exact, et cela n'a guère d'importance pratique, puisque les caractères *actuels* de la trade-union n'en sont point modifiés. J'incline à croire que dans ce cas-ci, comme dans beaucoup d'autres, l'opinion choisie dépend surtout de la tournure générale de l'esprit. C'est le sens historique, l'habitude de suivre dans les institutions les variations de *forme* d'un même organisme et par conséquent de s'attacher plutôt aux ressemblances, qui domine Brentano. Chez M. et M^{me} Webb, c'est peut-être le sens juridique, habile aux distinctions, c'est-à-dire à marquer les différences. L'un et l'autre ont leurs mérites et leurs dangers. Je ne cache pas que, pour ma part, l'attrait de la grande loi naturelle de la *continuité* des phénomènes me fait souvent préférer le point de vue historique.

¹ P. 17-18.

² Dans l'article cité de l'*Archiv* de Braun.

Quoi qu'il en soit de cette question de l'origine primaire des trade-unions, M. et M^{me} Sidney Webb les font remonter au commencement du xviii^e siècle, aux débuts de la grande révolution industrielle. Le facteur principal est le divorce entre le capital et le travail, divorce qui a *précédé* l'introduction des machines et des manufactures. « Dans tous les cas où les trade-unions se forment, la grande masse des travailleurs ont cessé d'être des producteurs indépendants, maîtres de la production et possédant les matières premières ainsi que le produit de leur travail, et ont passé à la condition de salariés leur vie durant, ne possédant ni les instruments de production ni le fabricant à l'état fini »¹. Tel est le cas pour les premières unions des tailleurs, des ouvriers lainiers, des bonnetiers, des coutelliers, des drapiers, puis des fleurs de coton. Dans les métiers, au contraire, où l'ouvrier gardait l'espoir de devenir maître et de posséder le capital, les unions n'existent pas ou ne subsistent pas longtemps.

M. et M^{me} Webb donnent une riche collection d'exemples confirmant ce que nous savions du but et du caractère de ces premières unions : on sait qu'elles ne demandaient pas autre chose que le maintien du régime de la protection légale du travailleur, qui était celui du moyen-âge, du xvi^e et du xvii^e siècle. C'est l'application pure et simple de la loi, restreignant le nombre des apprentis, faisant fixer le juste salaire par les magistrats, etc., que réclamaient les travailleurs d'alors, dans leurs nombreuses pétitions au Parlement.

Rien n'est plus instructif que de suivre, dans les résolutions de la Chambre des Communes, les variations de l'esprit public à l'égard de la protection du travail : elle commence par accueillir les pétitions, par ordonner l'application des anciennes lois, puis elle hésite, elle fait faire des enquêtes, accueille les contre-pétitions des patrons, pour finir par abolir la réglementation médiévale et interdire même les coalitions (1799) sous prétexte de liberté.

Après cette période des origines s'ouvre une nouvelle période que M. et M^{me} Webb appellent celle du combat pour l'existence, et qui s'étend de la dernière année du xviii^e siècle à l'abrogation des lois contre les coalitions, en 1825. Le chapitre consacré à cette histoire renferme maint trait nouveau et intéressant. Les auteurs portent un coup assez rude à l'histoire « légendaire et romantique »

¹ P. 24.

des unions du commencement de ce siècle : les unions traquées par la justice, les réunions d'ouvriers le soir dans les champs, la boîte contenant les archives enterrée, le serment secret contre les patrons et les longs emprisonnements des meneurs. S'il est certain que cette légende contient quelque part de vérité, il n'est pas douteux que bon nombre d'unions subsistèrent, malgré la loi et les pénalités, sans être inquiétées. Ce n'est que là où l'intérêt des patrons l'exigeait, qu'on entreprenait des poursuites.

Nous apprenons ensuite, au récit de nos auteurs, comment s'est produit le mouvement de réaction contre la loi prohibant les sociétés ouvrières qui aboutit à la loi libérale de 1824, bientôt corrigée par celle de 1825. Ils ont mis en lumière à ce propos une figure laissée fort dans l'ombre jusqu'à présent, celle du démocrate Francis Place dont l'ardente campagne au Parlement soutint et fit vaincre Joseph Hume, l'auteur du bill accordant la liberté d'association. Nous pouvons suivre pas à pas la préparation de cette loi, les efforts déployés par ses auteurs dans les enquêtes parlementaires et les couloirs de la Chambre, leurs espérances dans l'effet magique de la liberté, puis leur déception en voyant avec la crise industrielle de 1825-1829 les multiples grèves soutenues par les unions échouer partout et décourager les ouvriers.

De 1829 à 1842 s'étend la « période révolutionnaire » coïncidant avec les premières années du chartisme. Un « nouvel » unionisme tend à se former; c'est la réunion de toutes les associations ouvrières en une vaste société : la *Trades-Union*, qui devint à un moment donné l'épouvantail du Gouvernement et de la société bourgeoise tout entière. La trade-union primitive ne comprenait que des ouvriers d'un métier commun (c'est encore le cas généralement aujourd'hui, où l'on réserve le nom d'« amalgamations » ou de « fédérations » aux associations d'unions de métiers connexes); de là le singulier : *trade-union* signifiant union de *métier*. Dès 1829, au contraire, apparaît le projet de former de tous ces syndicats isolés une *trades-union*, c'est-à-dire une union de *métiers*. Parti de l'union nationale des ouvriers fileurs de coton, ce projet fut secondé par le succès rapide de l'union des ouvriers du bâtiment aux allures dictatoriales et violentes. En janvier 1834, la *Grand national Consolidated Trades-union* est fondée. En quelques semaines, elle a groupé « au moins un demi-million de membres, parmi lesquels des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles et de femmes », et

elle répand la terreur dans le monde politique et bourgeois, — un peu à cause de ses rites mystiques et du serment qui lie ses membres. C'est à ce moment que se place, en mars 1834, la célèbre condamnation des six ouvriers de Dorchester à sept années de déportation pour le simple délit d'avoir fait prêter le serment unioniste, condamnation qui fut un coup de foudre pour toutes les associations ouvrières, et qui fut le point de départ d'une vaste agitation, entretenue notamment par Robert Owen, le réformateur. Une série de grèves malheureuses, dont quelques-unes avaient déjà pour objet la journée de huit heures, précipita la fin de la Grande union nationale des métiers, qui n'existait déjà plus dans les derniers mois de 1834.

C'est en même temps la fin du « nouvel unionisme », de cette époque, « où les ouvriers nous apparaissent, tant qu'ils sont à délibérer, comme des idéalistes, rêvant un ciel nouveau et une nouvelle terre, imbus d'idées d'humanité, d'éducation, de morale, socialistes, et sont, sur le champ de bataille, les serfs à demi-émancipés de 1825, armés seulement des armes grossières de la grève et de l'interdit; parfois craints et haïs par les classes possédantes, parfois simplement méprisés, toujours opprimés et misérablement pauvres ».

Après cet élan et cette chute, le mouvement unioniste se perdit un instant dans les utopies de Robert Owen, pour s'endormir dans une apathie dont le Chartisme ne parvint pas à le tirer. On sait, en effet, que les trade-unions ne prirent aucune part sérieuse à cette agitation à la fois politique et socialiste, véritable précurseur de toutes les agitations socialistes révolutionnaires du Continent. C'est que, dès 1842, on trouve dans tous les règlements des unions ouvrières une disposition qui interdit les discussions relatives à la politique et à la religion.

Tout le chapitre décrivant cette période de l'unionisme est plein de renseignements nouveaux dus à de pénibles et curieuses recherches. On peut dire qu'il comble une lacune très visible dans l'histoire traditionnelle des trade-unions, et tous ceux qui se sont préoccupés de ce sujet sentiront une véritable satisfaction en apprenant à rattacher les premières phases de l'unionisme aux phases postérieures qui sont plus connues.

Avec la période suivante (1843 à 1860), nous entrons dans l'histoire vraiment contemporaine de l'unionisme : c'est la formation

des unions qui, aujourd'hui encore, sont les plus puissantes, les plus riches, les plus étendues et qui passent pour le type accompli de l'association ouvrière.

Les auteurs résument ainsi le caractère de cette période : « Nous avons vu les espérances magnifiques de 1829-42 finir dans une amère déception. Nous allons voir maintenant les trade-unionistes de la génération suivante réussir pleinement à atteindre des buts plus limités. Laisant de côté tous les projets de révolution sociale, ils s'en tiennent résolument à résister aux pires des oppressions légales et industrielles dont ils avaient à souffrir, et édifient lentement dans ce but des organisations qui sont devenues des parties intégrantes de l'organisation industrielle moderne »¹. Les auteurs attribuent ce succès en partie à l'expansion économique qui suivit le libre-échange, mais *principalement* « à la diffusion de l'éducation dans la masse ouvrière et aux vues plus pratiques qui commencèrent, après 1842, à dominer le monde unioniste ». « C'est en poursuivant la réalisation de ce « nouveau modèle » d'organisation que le trade-unionisme acquit une puissance financière, un état-major éclairé d'employés rémunérés et un nombre permanent de membres inconnus jusque-là »².

Il est étonnant de constater, exactement à l'époque du Charisme, les manifestations du « nouvel esprit » si raisonnable, si pratique, si prudent qu'il apparaît aujourd'hui à tant de politiciens comme empreint d'un « bourgeoisisme » exagéré. On notera que c'est précisément cet esprit qui différencie le plus l'ouvrier anglais de l'ouvrier continental. M. et M^{me} Webb nous en donnent la première expression, datée de 1845 dans un rapport du relieur T. J. Dunning, à une conférence d'unionistes : « Finalement, dit cet ouvrier, après avoir conseillé la bonne entente avec les patrons, la modération envers les adversaires des unions, la rédaction soignée des règlements, le Comité recommande instamment à la Conférence, afin que ces points importants soient pris en considération et discutés sans passion, qu'aucune proposition de nature politique, au delà de ce qui a déjà été indiqué, ne soit soumise à l'assemblée ou n'occupe son attention ; il est convaincu que la seule manière d'atteindre d'une manière satisfaisante ces objets, et en

¹ P. 162.

² P. 163.

tenant compte des meilleurs intérêts de ceux qu'ils concernent, est de ne s'occuper que d'une question à la fois, et surtout de tenir les affaires du métier et de la politique aussi séparées et aussi distinctes que les circonstances l'exigeront »¹. Dans cette même conférence de 1845, on déconseille les grèves, on abandonne l'idée de la grève générale, et on instaure cette politique de conciliation et d'arbitrage, le « système des négociations mutuelles et autorisées entre les représentants du capital et du travail qui est devenu le trait distinctif au trade-unionisme anglais dans la dernière moitié de ce siècle »².

C'est, à mon sens, un problème de psychologie sociale extrêmement curieux et peu élucidé que de déterminer pourquoi ce bon sens est, dès cette époque, si répandu en Angleterre, pourquoi il n'a pas pris sur les masses ouvrières du continent, même dans les milieux où elles sont les plus éclairées.

Dès 1846, on voit encore une réunion de délégués des fondateurs en fer remettre au Comité exécutif de leur fédération le droit de déclarer la grève, par la raison que les assemblées locales sont trop facilement impressionnables et se laissent entraîner dans des luttes inconsidérées³.

Vers 1850, la direction des unions les mieux organisées passe « de l'agitateur occasionnel, enthousiaste et irresponsable, à une classe d'employés permanents et rémunérés, choisis précisément dans les rangs des unionistes à cause de leur capacité supérieure en affaires »⁴.

Le « nouveau modèle » de cette époque a été réalisé magnifiquement dans la fédération des mécaniciens (*amalgamated engineers society*) dont la structure, le fonctionnement, le succès, les ressources considérables ont été si souvent et si amplement décrits qu'il est inutile de les rappeler. Elle a servi, en effet, trente années durant, de modèle et d'exemple à toutes les associations ouvrières anglaises.

Depuis les *Arbeitergilden der Gegenwart* on connaissait bien l'organisation des mécaniciens ; le livre de M. et M^{me} Webb ne nous apporte de neuf que des détails, mais il a le mérite de nous ren-

¹ P. 171-172.

² P. 172.

³ P. 182.

⁴ P. 186.

seigner sur la formation simultanée des unions dans les différentes branches de l'industrie et dans les diverses parties de l'Angleterre, ainsi que sur les idées dominantes et parfois fort opposées dans les divers milieux ouvriers. Ainsi, tandis que les vues pacifiques et l'économie politique de la classe moyenne gagnaient les unions de mécaniciens et d'ouvriers cotonniers, nous voyons les ouvriers du bâtiment conserver leurs habitudes de luttes et de violences et provoquer une ère nouvelle de grèves vers 1858 ¹.

Tous ceux qui ont quelque peu étudié l'histoire des trade-unions ont été frappés de ce fait qu'on n'y apercevait pas l'action personnelle de chefs, de meneurs. Jusqu'à présent, on faisait cette histoire sans noms propres. Le chapitre V de l'ouvrage de M. et M^{me} Webb fournit sous ce rapport de précieux éléments nouveaux. « Beaucoup d'influences avaient durant les années précédentes (avant 1860) contribué à former ce qu'on peut appeler le cabinet du mouvement unioniste. L'établissement d'une vaste société de secours mutuels comme « l'Amalgamated engineers » avait créé en un certain sens une nouvelle école de dignitaires de trade-unions, ayant à faire aux problèmes inextricables de l'administration et des finances de telles sociétés. La présence à Londres des quartiers généraux de ces associations mit en rapports personnels intimes leurs employés salariés. Et il arriva ainsi que pendant ces années le petit cercle de ces secrétaires renferma des hommes d'un caractère et d'une capacité remarquables, qui étaient par leur expérience et leur tempérament admirablement préparés pour guider le mouvement dans la crise aiguë qu'il allait avoir à traverser ». En tête de ce groupe que M. et M^{me} Webb appellent assez bizarrement la « Junte » (*the junta*) se trouvaient les deux secrétaires généraux des deux sociétés « Amalgamated » de mécaniciens et de charpentiers : William Allan et Robert Applegarth qui exerçaient une grande influence dans les Comités unionistes, grâce au succès avec lequel ils avaient édifié ces puissantes organisations. A côté d'eux, et liés à eux par une étroite amitié se trouvaient Daniel Guile, le

¹ Un détail intéressant : c'est cette ère de grèves qui fut l'occasion de la célèbre enquête de l'*Association for promotion of social science* sur ces associations ouvrières et les grèves. Cette enquête conduite par des hommes remarquables est encore aujourd'hui le meilleur document sur les trade-unions de cette époque; il est plus instructif que les enquêtes parlementaires elles-mêmes. Vraisemblablement, elle a été le point de départ de l'intérêt que des bourgeois éclairés, comme F. Harrisson, ont porté aux trade-unions.

secrétaire général de l'ancienne et importante association nationale des fondeurs de fer, Edwin Coulson, secrétaire général de « l'ordre » des maçons de Londres et George Odger, un membre éminent d'une petite union d'ouvriers supérieurs : les ouvriers faisant les souliers de dames, chef influent du parti radical dans la classe ouvrière de Londres »¹.

Les auteurs donnent de chacune de ces personnalités une vivante biographie psychologique qui éclaire singulièrement l'attitude et les allures du monde unioniste. L'influence personnelle de ces hommes fut extraordinaire. « Sans idées théoriques d'économie politique ou de philosophie politique, ils acceptèrent de bonne foi l'individualisme économique des adversaires bourgeois des unions, — ce qui ne les empêchait pas d'adhérer à « l'Internationale » collectiviste. C'est précisément cette compréhension du point de vue « classe moyenne » et l'appréciation des difficultés pratiques de la situation, la reconnaissance des trades-unions, qui les empêcha d'être des démagogues. Ce ne fut pas un de leurs moindres avantages de posséder de « bonnes manières » auxquelles ils ajoutaient la correction du langage et des habitudes de convenances personnelles. Dans Allan, Applegarth, Guile, Coulson et Odger, les détracteurs du trade-unionisme rencontraient une réunion de personnes d'un caractère élevé, de capacités exceptionnelles en affaires et possédant à un haut degré ce « décorum » officiel qui fait tant d'impression sur la classe moyenne en Angleterre »².

Autour de ces généraux, les auteurs citent comme leurs alliés : le relieur Dunning, les ouvriers du bâtiment : John Prior, George Howell, Henry Broadhurst, qui fut longtemps secrétaire du Comité parlementaire, et George Shipton ; puis, c'est Alexander Macdonald, l'organisateur de l'Union nationale des mineurs, John Kane, des métallurgistes du nord de l'Angleterre, William Dronfield, compositeur de Sheffield, Alexander Campbell du trades council de Glasgow.

Tel est l'état major qui a conduit à la victoire l'unionisme anglais d'il y a vingt-cinq ans.

Par quels moyens ? M. et M^{me} Webb nous apportent ici des éléments nouveaux d'appréciation qui ne manqueront pas d'étonner

¹ P. 215.

² P. 222.

bien des personnes qui ont accepté, une fois pour toutes, l'opinion que les unions anglaises ne s'occupent point de politique : « Le trait caractéristique de la politique de la « Junte » était de combiner la plus extrême prudence en matière de métier avec une énergique agitation en faveur des réformes politiques. Il est, en effet, assez douteux qu'Allan et Applegarth, Coulson et Guile, partageassent l'opinion populaire que les coalitions pouvaient faire hausser les salaires ou empêcher une réduction générale en cas de crise. Ils avaient plus de confiance dans la force morale d'une grande réserve de fonds, qui, largement dépensée en indemnités de chômage, pouvait empêcher un capitaliste ou même un groupe de capitalistes d'obtenir du travail en dessous du prix normal. Leur politique économique consistait uniquement, en fait, à assurer à tout ouvrier les conditions du travail que les meilleurs patrons étaient volontairement disposés à accorder. C'est pourquoi ils étaient continuellement accusés d'apathie par les têtes chaudes (*hotter spirits*) qui ne voyaient de succès possible pour le Trade-unionisme que dans une série de grèves générales pour des augmentations ou contre des réductions de salaires. « La Junte » pensait à une autre voie pour l'émancipation du travailleur. Elle croyait que l'abolition de tous les privilèges, l'accès large de toutes les classes de la société aux moyens d'instruction et d'éducation, amèneraient nécessairement, et en large mesure, l'égalité économique »¹.

C'est ainsi que les trade-unions furent engagées dans une série d'agitations politiques : l'extension du droit de suffrage, la révision du « Master and Servant Act », la révision des lois sur les mines, la législation sur l'instruction publique et enfin la reconnaissance légale des trade-unions elles-mêmes.

On peut suivre dans le récit de M. et M^{me} Webb les efforts des leaders dans chacun de ses mouvements, les raisons de leur succès total ou partiel, ainsi que les idées ambiantes dans le monde politique et dans le monde ouvrier. L'histoire, popularisée par le livre du Comte de Paris, des crimes de Sheffield et de la grande enquête parlementaire, où le trade-unionisme fut traduit à la barre de l'opinion publique et sortit triomphant d'une épreuve décisive, cette histoire, dis-je, est éclairée dans le livre de nos auteurs, de clartés

¹ P. 223.

nouvelles : on en suit mieux les péripéties, à présent qu'on aperçoit l'action même des hommes, protagonistes et adversaires, défenseurs et détracteurs des unions.

Mais ce qu'il y a peut-être de plus intéressant dans ce chapitre, c'est l'attitude des chefs unionistes et de leurs partisans envers les gouvernements et les partis : profitant de l'extension du droit de suffrage accordé en 1867, ces ouvriers ne tardent pas à acquérir une telle puissance électorale que les auteurs vont jusqu'à leur attribuer la plus grande influence dans la chute du gouvernement libéral en 1874. On peut ainsi dire que toute la politique des unions consistait d'abord à persuader la classe bourgeoise de la bonté de leur cause en lui empruntant ses propres arguments, puis, quand la force électorale est devenue suffisante, à se faire craindre et par conséquent choyer, aduler par les partis au pouvoir.

En huit années, après l'enquête de 1867, la « Junte » a atteint son but ; elle a affermi la position des unions d'une manière inébranlable et les a engagées dans les voies de la mutualité, de la conciliation et de l'action politique modérée, les unions « n'ont plus d'ennemis » et il semble que pour assurer leur succès dans l'avenir il leur suffit de conserver la même ligne de conduite. Cependant *cet* unionisme n'était pas de nature à s'étendre à toutes les branches d'industrie et à toutes les classes ouvrières. Il ne tarda pas à devenir le vieux unionisme, par rapport au nouvel « esprit » animant les masses profondes du prolétariat.

Mais avant d'aborder cette phase brûlante et tout actuelle de leur histoire, les auteurs consacrent 60 pages à décrire les développements des « sections » d'unions dans les diverses branches de métiers et dans les différentes régions de l'Angleterre ; description pénible, à cause de la multiplicité des détails et du retour des mêmes phénomènes, mais qui offre à tous ceux qui veulent se rendre compte du développement des trade-unions des renseignements du plus haut prix.

Plus brillante et plus attachante est l'histoire de la formation du nouvel unionisme d'aujourd'hui. Les auteurs passent en revue l'activité du fameux congrès annuel des trade-unions, celle du Comité parlementaire et des successeurs moins heureux de la Junte, qui ont bientôt à lutter contre un flot montant de mécontents. Puis, c'est l'influence de Henri George et de Karl Marx, le discrédit du libéralisme et la désillusion gagnant les masses, jusqu'au moment où la

question des sans travail se dresse plus urgente, vers 1887-1889, et que John Burns entreprend d'organiser les ouvriers sans capacité technique, les « unskilled ».

C'est dans le récit des faits les plus proches de nous qu'il nous est le plus difficile d'être impartial. Je ne m'étonnerais pas que le tableau des diverses influences à l'œuvre dans la crue du « nouvel unionisme » ne fût pas traité avec la même sérénité que les précédents. Je me figure, par exemple, sans pouvoir le contrôler, que les auteurs ont exagéré l'importance de l'influence socialiste, que les élections dernières notamment ont montrée si peu puissante. L'histoire de la grande grève des dockers et la revue des questions qui ont remué le monde ouvrier dans ces dernières années n'en forme pas moins une narration alerte et entraînante.

Le dernier chapitre offre aux connaisseurs un vrai régal : c'est la peinture du monde des trade-unions aujourd'hui (1892 à 1894). Après avoir donné les renseignements statistiques les plus récents¹, sur l'unionisme dans son ensemble et pour les principaux métiers, les auteurs nous présentent la vie d'un trade-unioniste depuis le jour de son initiation jusqu'à son élection comme secrétaire général de sa fédération.

Tout serait à citer dans ces pages, s'il fallait en dire l'intérêt ; on y assiste aux séances de la section, aux péripéties de la grève, aux mille détails de la vie extérieure et intérieure de la société, puis on suit les modifications qui s'opèrent dans l'esprit et la manière de vivre de l'unioniste arrivé, et son acheminement pénible dans le mécanisme énorme de la grande et puissante association dont il devient un rouage important. Rien n'est plus instructif que ce tableau, aussi bien au point de vue psychologique qu'au point de vue social. Il est complété par le croquis de quelques types de fonctionnaires unionistes, qui sont fort différents selon les métiers. On ne demande pas les mêmes aptitudes au secrétaire des mineurs et au secrétaire des cotonniers, à celui d'une union de mécaniciens, ni à celui d'une union de fondeurs.

Le volume se termine par l'indication des problèmes économiques que soulève l'unionisme, et l'annonce d'un prochain volume qui leur sera entièrement consacré. Les auteurs, en effet, se sont

¹ D'après les recherches des auteurs, le nombre total des unionistes du Royaume Uni atteignait 1,500,000 et ne dépassait pas 1,600,000 soit 4 p. 100 de la population totale ou 20 p. 100 de la population ouvrière.

abstenus de mêler à leur histoire la discussion de l'influence des unions sur le salaire, et de la théorie du contrat collectif de travail. Il est à croire que ce volume ne tardera pas à paraître. Déjà, deux articles du plus haut intérêt ont paru dans l'*Economic Journal*, ainsi qu'un troisième dans l'*Economic Review*, et M. Sidney Webb annonce au programme de la *London School of Economics* une série de leçons sur cet objet. Sans aucun doute, nous aurons là maint sujet d'études et de discussions de nature à passionner toutes les écoles de l'économie politique.

Je crois avoir donné aux lecteurs de la *Revue d'économie politique* une idée du magistral ouvrage de M. et M^{me} Webb et leur avoir inspiré l'envie de le lire. Je ne sais si tout le monde partagera mon impression, mais ces pages ont pour moi un charme particulier, trop rare dans notre littérature scientifique. Il provient peut-être de la collaboration intime de l'homme et de la femme vivant, au même foyer domestique, la même vie intellectuelle, car je l'ai déjà éprouvé en lisant les magnifiques *Principles of economics* de Marshall. On y sent l'œuvre mûrie lentement, par l'étude réfléchie et mise à l'épreuve continuelle de la critique; on y sent l'œuvre choyée, aimée passionnément et pour laquelle on n'épargne ni le temps, ni la peine; le soin curieux de la correction et de l'élégance typographiques même y est attesté depuis le titre jusqu'à l'index. Au total, l'ouvrage de M. et M^{me} Webb est autre chose et plus qu'un travail de spécialiste destiné à un cercle étroit de spécialistes : c'est un livre de science de bon aloi, composé avec art, dans le style des monuments qui restent.

Ernest MAHAIM.
